



PRÉFET DE L'AUDE

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUETE PUBLIQUE, portant sur la demande de permis de construire n° 011 262 10 N0263, sollicitée par la société SOLAIRE AU SOL, en vue de l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol, d'une puissance supérieure à 250 Kwc, située sur la commune de NARBONNE, lieudit « Livièrè »



Le préfet de l'Aude informe les personnes intéressées qu'une enquête publique portant sur le permis de construire susvisé, auquel sont annexés une étude d'impact sur l'environnement, son résumé non technique et l'avis de l'autorité environnementale, se déroulera du lundi 8 avril 2013 au lundi 13 mai 2013 inclus à la mairie de Narbonne, siège de l'enquête.

Pour diligenter cette enquête, M. Bernard ROUGE, a été désigné commissaire enquêteur, par décision du 04 février 2013 de Mme le président du tribunal administratif de Montpellier.

Pendant la durée de l'enquête, un dossier et un registre d'enquête seront tenus à la disposition du public, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre ouvert à cet effet en mairie de Narbonne, aux jours et heures d'ouverture au public (du lundi au vendredi de 8H15 à 11H50 et de 14H00 à 18H00). Les éventuelles observations écrites pourront également être adressées au commissaire enquêteur pendant la durée de l'enquête à la mairie de Narbonne.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de Narbonne les :

- lundi 8 avril 2013 de 15h00 à 18h00
- mercredi 24 avril 2013 de 15h00 à 18h00
- lundi 13 mai 2013 de 15h00 à 18h00

Le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci auprès de la préfecture de l'Aude (direction des collectivités et du territoire – bureau de l'administration territoriale) aux jours et heures habituels d'ouverture et sur rendez-vous uniquement.

Le projet a fait l'objet d'une étude d'impact prévue par les articles L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants du code de l'environnement ; celle-ci est jointe au dossier d'enquête publique ainsi que son résumé non technique. Le dossier de permis de construire et l'étude d'impact ont été transmis à M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Languedoc-Roussillon en tant qu'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement, qui a émis un avis tacite le 6 février 2012, joint au dossier d'enquête.

L'étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale sont consultables à la préfecture (direction des collectivités et du territoire – bureau de l'administration territoriale) aux jours et heures habituels d'ouverture et sur rendez-vous uniquement.

Pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, le rapport et les conclusions seront tenus à la disposition du public en mairie de Narbonne et à la préfecture de l'Aude, aux jours et heures habituels d'ouverture et sur rendez-vous uniquement, et publiés sur le site Internet de la préfecture de l'Aude : <http://www.aude.pref.gouv.fr/> .Les personnes intéressées pourront en obtenir copie, à leurs frais, en adressant leur demande écrite au préfet de l'Aude (direction des collectivités et du territoire).

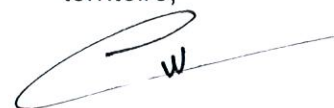
La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est : L'AGENCE 3 DIMENSIONS – M. Olivier BIGOU – 18, rue de l'Alcazar – 11100 NARBONNE.

L'autorité compétente pour prendre la décision sur le permis de construire est le préfet de l'Aude. La décision qui pourra être adoptée au terme de l'enquête sera soit un arrêté accordant le permis de construire avec ou sans prescription, soit un arrêté refusant le permis de construire, soit un arrêté portant sursis à statuer ou un refus tacite en cas de silence gardé au terme du délai de deux mois mentionné à l'article R.423-32 du code de l'urbanisme.

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera déposée à la mairie de Narbonne, à la préfecture de l'Aude et à la direction départementale des territoires et de la mer, pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Carcassonne, le 14 MARS 2013

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur des collectivités et du
territoire,



Philippe RAGGINI